

Quel enseignement de l'économie à l'université ?

Michel Herland

(Université des Antilles et de la Guyane)ⁱ

Une tribune de mars dernier dans le *Monde de l'Economie*, signé par trois éminences de la science économique universitaire, apparaît comme une défense sans nuance de l'enseignement de l'économie tel qu'on le pratique habituellement dans nos universitésⁱⁱ. A l'encontre de ce dernier, ils ne reconnaissent d'ailleurs que l'existence d'une seule critique – « les formations universitaires ne prépareraient pas à rentrer dans la vie active », critique à laquelle ils ont répondu par avance : la plupart des étudiants qui reçoivent un enseignement de sciences économiques ne seront pas – dans leur grande majorité – des économistes mais des gestionnaires, des ingénieurs, etc. ; il leur apportera une capacité, cruciale, « d'analyse et de compréhension globale ».

Passons sur cet argument, plutôt déroutant, qui rappellera aux lecteurs des générations les plus anciennes celui qui était mis en avant par les défenseurs du grec et du latin en tant que matière obligatoire des lycées de jadis. Passons également sur le procédé qui consiste à instrumentaliser l'enseignement des sciences économiques et sociales dans nos lycées d'aujourd'hui, en amalgamant les critiques qui leur sont parfois adressées avec celles qui visent l'enseignement des facultés de sciences économiques, et puis à tirer argument de ce que les premières de ces critiques sont largement imaginaires pour en déduire (par homologie ?) que les secondes le seraient aussi. Non, le plus déroutant dans cette tribune est la cécité – volontaire – des auteurs lorsqu'ils considèrent leur pratique et celle de (nombre de) leurs collègues. Le reproche principal qui leur est adressé n'est pas en effet de ne pas préparer suffisamment les étudiants à la vie active, car, celui-là, il est pour ainsi dire consubstantiel à l'enseignement universitaire en général (à l'exception de quelques filières véritablement « professionnalisantes »).

En réalité, comme chacun le sait, la critique principale adressée à l'enseignement des sciences économiques dans les facultés, critique formulée aussi bien par un grand nombre d'étudiants que par les quelques enseignants hétérodoxes qui demeurent, concerne non pas le caractère trop théorique de cet enseignement (où ferait-on de la théorie sinon à l'université ?) que le caractère par trop abscons, ésotérique voire absurde de nombre de ces théories. On hésite devant la qualificatif à employer, mais le sens n'en est pas moins clair : trop de théories présentées à l'université comme l'alpha et l'oméga de la science économique n'ont aucun fondement raisonnable. En outre, la sophistication formelle, le raffinement mathématique ont beau être le sésame pour publier dans les revues considérées comme les plus prestigieuses dans le monde académique, ces procédés « savants » ne parviennent pas à cacher la misère du contenu et des conclusions, le plus souvent triviales, quand elles ne sont pas pure idéologie.

A qui jugerait ce constat par trop cruel, on ne saurait mieux faire que de recommander la lecture du petit livre de Bernard Guerrien, justement intitulé *L'Illusion économique*ⁱⁱⁱ. Certes

les économistes universitaires ne sont pas en général complètement dupes de ce qu'ils font. Ils font « comme si » leur démarche était valable, tout en sachant qu'elle ne l'est guère. L'exemple de la microéconomie, telle qu'elle est enseignée partout, parlera sans doute à beaucoup de lecteurs qui n'ignorent pas que ses résultats les plus significatifs reposent sur la double hypothèse de la concurrence (pure et) parfaite et de la productivité marginale décroissante. C'est le cas canonique par rapport auquel les autres apparaissent des exceptions. Or ni l'une ni l'autre de ces hypothèses n'ont un fondement empirique satisfaisant.

La concurrence parfaite sert à introduire dans les calculs d'optimisation un système de prix qui s'imposerait aux agents économiques, une donnée par rapport à laquelle ils devraient s'ajuster. Mais l'idée que le système concurrentiel pourrait faire émerger « spontanément » des prix d'équilibre est fautive. Walras ne tombait d'ailleurs pas dans cette erreur, puisqu'il introduisait dans le système un « crieur », sorte de « commissaire priseur » chargé d'annoncer les prix et de recueillir les offres et les demandes correspondantes, puis de modifier les prix jusqu'à ce que l'équilibre s'instaure simultanément sur tous les marchés. Bien sûr, il n'y a rien en économie de marché qui ressemble au crieur de Walras et il faut donc supposer que les prix d'équilibre, s'ils sont atteints, le seront à l'issue d'un processus de tâtonnement. Malheureusement, depuis la démonstration de Sonnenschein, on sait que le tâtonnement ne conduira pas, sauf exception, vers l'équilibre^{iv}.

Quant à l'hypothèse des rendements marginaux (ou productivités marginales) décroissants, elle correspond à des situations tout aussi exceptionnelles. En règle générale, l'idée suivant laquelle on pourrait faire varier sans délai un seul facteur de production en laissant les autres constants, n'a pas de sens. Dans une entreprise, les facteurs sont normalement complémentaires. Certes, à *long terme*, ils sont bien substituables – en particulier le travail et les machines –, mais les calculs d'optimisation reposent sur l'hypothèse de substituabilité à *court terme* des facteurs dans la production, au même titre que celle des biens dans la consommation. Dans la pratique, inutile de dire que les entreprises n'essayent pas de calculer leurs productivités marginales (pas plus d'ailleurs que leurs coûts marginaux) et qu'on chercherait vainement ces concepts dans les enseignements de gestion.

Si l'équilibre général des économistes néo-classiques est une fiction, celui décrit dans les manuels de macroéconomie keynésienne ne l'est pas moins. Une lecture attentive de la *Théorie générale* de Keynes permet pourtant de découvrir que ce dernier n'aurait pas pu souscrire à la présentation retenue par ses disciples : quelques fonctions de comportements, une ou plusieurs relations d'équilibre (suivant le nombre de « marchés » considérés), on fait tourner le modèle et, hop !, on découvre la solution. Pour nous en tenir au cas le plus élémentaire, celui du « modèle keynésien simple », cela revient à supposer qu'il existe un agent macroéconomique « Entreprises » qui connaît la fonction de consommation (seul comportement retenu dans ce modèle) de l'agent « Ménages », et qu'il effectue un calcul dont le résultat est le produit national d'équilibre pour l'économie considérée. Pour aussi énorme que cela puisse paraître, c'est le processus qui est sous-entendu dans la quasi-totalité des manuels et, peut-on supposer, des cours ! Autant dire que Keynes n'a jamais raconté une fable pareille. Chez lui, la production nationale résulte des prévisions décentralisées des

entrepreneurs et, naturellement, cela ne débouche pas sur un « produit national d'équilibre ». L'équilibre économique (même « de sous-emploi ») n'existe pas chez Keynes, son système est en perpétuel tâtonnement vers une cible mouvante, qui, de ce fait, ne sera jamais atteinte^v. Et si l'économie n'est pas complètement instable, c'est uniquement parce que les agents ont le plus souvent des prévisions conservatrices ou « conventionnelles ».

Un postulat de base de la théorie économique néo-classique auquel Guerrien prend soin de faire un sort est celui de la forme de rationalité particulière qui est supposée être celle de l'*homo œconomicus*. Les expériences qui ont été menées sur les comportements des individus démontrent que les individus ne se comportent *pas* de manière égoïste, qu'ils ne fondent *pas* leurs décisions sur les espérances mathématiques mais qu'ils marquent une nette « aversion au risque », et enfin que, mis dans des situations de marché, ils ne parviennent *pas* à faire émerger des prix efficaces^{vi} à moins de supposer une procédure particulièrement lourde (dite « doubles enchères continues ») qui n'est pas sans évoquer celle imaginée par Walras.

La fable des macroéconomistes selon laquelle les agents économiques seraient capables de calculer le niveau de la production nationale d'équilibre semble trouver une justification *a posteriori* dans la théorie – ou plutôt l'hypothèse – des anticipations rationnelles, laquelle – dans sa version usuelle – nous demande de croire que les agents économiques « connaissent le bon modèle », celui qui décrit précisément leur économie, si bien qu'ils sont capables de prédire avec exactitude les conséquences de tout changement. Néanmoins, le but des adeptes des anticipations rationnelles n'est pas de conforter les résultats du keynésianisme vulgaire (celui des manuels keynésiens) mais bien au contraire d'expliquer que, puisque les agents économiques sont capables de prévoir les effets de toute politique économique, ils sont capables d'en contrecarrer les inconvénients qui pourraient en résulter pour eux (comme l'inflation ou la hausse des impôts futurs) et, par là, de rendre les politiques publiques inefficaces. Les anticipations rationnelles sont donc une arme au service des économistes libéraux.

Selon Guerrien, les anticipations rationnelles sont au mieux un « pétard mouillé » (s'il s'agit de dire simplement que les anticipations seraient auto-réalisatrices), au pire « une absurdité » (si elles signifient que l'économie est en permanence à l'équilibre concurrentiel). Ce jugement négatif, comme les autres contenus dans *L'Illusion économique*, n'emporte évidemment pas une condamnation totale de la science économique. Dans son dernier chapitre, Guerrien passe en revue un certain nombre de résultats, directement applicables, même s'ils vont bien souvent à l'encontre des préjugés les mieux établis. Il démonte ainsi les discours sur la dette publique « fardeau des générations futures »^{vii}, sur l'exogénéité de la masse monétaire (la banque centrale contrôle le taux auquel elle refinance les banques et non la quantité de monnaie elle-même), sur les fonds de pension (qui ne sauraient évidemment faire disparaître comme par un coup de baguette magique le problème du financement des retraites), sur la bourse (nécessairement un jeu à somme nulle, du moins à court terme), sur la mondialisation enfin (qui ne peut pas conduire à la ruine de quelque pays que ce soit)^{viii}.

L'inventaire, dans *L'Illusion économique*, des connaissances avérées est vite fait ! Malgré les progrès récents de l'économie expérimentale, la plupart des résultats de l'économie ont un caractère *had hoc*. Ils sont vrais dans certaines circonstances mais pas dans d'autres. Même une « loi » aussi banale que celle qui fait décroître la demande d'un bien en fonction du prix de ce bien, n'est pas toujours vérifiée. Certes, il est entendu que l'on ne peut pas appliquer à l'économie, science sociale, les critères rigoureux de l'épistémologie des sciences dures. C'est la raison pour laquelle John Stuart Mill, dès 1836^{ix}, défendait l'usage du « comme si » en économie, faute de mieux. Par exemple, faute de pouvoir identifier tous les ressorts du comportement humain, on en isole artificiellement un, l'égoïsme chez Mill, et on essaye de déduire toutes les conséquences qui peuvent découler de l'hypothèse de comportement retenue sur les marchés, etc.

Il s'est opéré néanmoins, depuis Mill, une dérive inacceptable sur le plan méthodologique. L'hypothèse d'égoïsme des agents exprime une vérité partielle mais une vérité. Elle conduit à des vérités qui sont elles-mêmes partielles, des lois « tendanciennes ». Par contre des hypothèses comme celles du crieur de Walras ou la concurrence parfaite sont carrément fausses : il n'y a pas de crieur et la concurrence est imparfaite (sauf sur quelques rares marchés). On peut en déduire – et c'est facile à vérifier – que l'équilibre général est lui-même une pure fiction. A quoi bon, dans ces conditions, tous les efforts pour produire un théorème d'existence de cet équilibre ? Or les économistes académiques persistent à s'intéresser à des questions de ce genre, sans rapport aucun avec le réel, et le théorème d'existence a été salué par la profession comme une avancée majeure (et l'on continue, par inertie sans doute, à l'enseigner malgré la démonstration de Sonnenschein).

S'il serait abusif de prétendre que toute la science économique universitaire est tombée sur la tête, il reste que l'économie considérée comme la plus prestigieuse dans le monde académique paraît de plus en plus déconnectée du réel. Elle tend à devenir une branche des mathématiques dans laquelle la beauté formelle importe davantage que la pertinence des hypothèses et des résultats^x. Ce repli dans le monde éthéré de la science pure pourrait être dangereux à terme pour une profession qui n'est pas simplement chargée d'inculquer aux bons esprits les vertus de « l'analyse et de la compréhension globale » (voir *supra*) mais dont on attend qu'elle forme des étudiants aptes à raisonner sainement sur des problèmes réels et à devenir, l'expérience aidant, des praticiens de l'économie.

ⁱ Michel Herland est professeur de sciences économiques à l'Université des Antilles et de la Guyane, membre du CA de l'ACGEPE. Cet article est paru dans *L'Economie politique*, n° 39, juillet 2008 et dans *Problèmes économiques*, n° 2 954, 17 septembre 2008.

ⁱⁱ « De la pertinence de l'enseignement de l'économie », *Le Monde de l'Economie*, 4 mars 2008, p. VI. Les trois auteurs signent en qualité : président de l'Association Française de Sciences Economiques (AFSE), président de la section 05 (économie) du Conseil National des Universités (CNU), président de la conférence des doyens et directeurs des facultés de sciences économiques et de gestion.

ⁱⁱⁱ Ed. Omniscience, Sophia-Antipolis, 2007.

^{iv} Pour une présentation des débats à ce sujet, voir Nicolas Postel, « Marché et autonomie des acteurs : histoire d'une illusion », *L'Economie politique*, n° 37, janvier 2008 [NDLR].

^v Nous nous permettons de renvoyer, là-dessus, à notre *Automanuel de macroéconomie – Cours exercices et corrigés*, Economica, Paris, 1990, chap. 1 et 2 ou à *Keynes et la macroéconomie*, Economica, Paris, 1991, chap. 2.

^{vi} Un prix de marché est efficace lorsqu'il épuise toutes les possibilités d'échange mutuellement avantageuses (c'est-à-dire à la fois pour l'offreur et le demandeur).

^{vii} Pour une démonstration plus détaillée que celle contenue dans *L'Illusion économique*, nous renvoyons à nouveau le lecteur à l'une de nos publications : « L'impôt ou la dette publique - Un retour aux sources », *Revue française d'économie*, vol. 7, n° 2, printemps 1992.

^{viii} Un glossaire, à la fin de *L'Illusion économique*, bienvenu pour tous les lecteurs dont les bases en économie ne seraient pas parfaitement assurées, rappelle que Guerrien est également l'auteur, entre autres ouvrages, d'un remarquable *Dictionnaire (critique) d'analyse économique* (La Découverte, Paris, 2002)

^{ix} *On the Definition of Political economy*, 1836.

^x Ce travers a été dénoncé depuis longtemps par Jean-Yves Caro dans sa thèse : *Les Economistes distingués*, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, Paris, 1983.